

Des voix: Règlement!

M. Johnston: Le contrat comprenait également des dispositions relatives au temps supplémentaire. En tout, si les députés veulent bien m'entendre jusqu'au bout, puisqu'on tient à le savoir, le contrat des agents de la GRC a été jugé des plus généreux.

Mais il arrive donc qu'un certain nombre de ces agents se sont estimés personnellement lésés par le fait que le Conseil du Trésor n'avait pas réussi à faire entrer en vigueur cette disposition dès le 1^{er} janvier 1981. Le problème s'explique néanmoins par un certain nombre de raisons.

Des voix: Règlement!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AIDE AUX PAYS ANTILLAIS

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lors d'une séance d'un sous-comité du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale hier soir, le ministre a révélé que le Canada serait disposé à participer à un programme d'aide économique de concert avec les États-Unis et le Mexique, afin de venir en aide aux pays antillais. Le ministre peut-il dire si ses collaborateurs ont mis au point le détail d'une assistance semblable?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le Canada a élaboré un programme complet et efficace de développement pour les Antilles. Nous serions certes disposés à partager nos objectifs avec d'autres pays qui visent les mêmes buts.

Nous n'avons pas été prévenu de la proposition faite hier par les États-Unis et apparemment acceptée par le Mexique, mais nous n'avons aucune idée préconçue à ce sujet. Le premier ministre a accepté en principe de se rencontrer avec le président du Mexique et le président des États-Unis. C'est une question qui pourrait être inscrite à l'ordre du jour et au sujet de laquelle une politique pourrait être élaborée avant et après la conférence.

A l'heure actuelle, nous ne possédons aucun détail et nous n'avons pas encore accepté la proposition. Autant que nous sachions, il ne s'agit pas précisément d'une proposition.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA RÉTROACTIVITÉ DES HAUSSES SALARIALES

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire pour le président du Conseil du Trésor. Elle est brève et il pourra y répondre brièvement. Le ministre peut-il nous dire si l'augmentation

Questions orales

salariale des agents de la GRC sera rétroactive au 1^{er} janvier 1981?

M. Lawrence: Dites simplement oui ou non.

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, je discute régulièrement de la question avec mon collègue, le solliciteur général. Comme je l'ai dit plus tôt dans une autre réponse, quelques malentendus subsistent. Je veux m'assurer que rien ne portera préjudice aux agents de la GRC, mais je vais évidemment devoir porter l'affaire devant mes collègues du Conseil du Trésor, qui ont pris collectivement leur décision d'accorder à la GRC une augmentation rétroactive au 1^{er} avril 1981.

ON DEMANDE DE PRENDRE UNE DÉCISION AU PLUS TÔT

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, le ministre est-il en mesure de s'engager formellement à ce sujet étant donné que son collègue a promis la semaine dernière qu'on étudierait la question? Il promet maintenant de la réétudier. Le président du Conseil du Trésor peut-il nous dire si le gouvernement va prendre une décision définitive cette semaine et s'il va s'y tenir?

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Oui, madame le Président, le gouvernement va prendre une décision officielle et définitive à ce sujet cette semaine.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AIDE AUX PAYS ANTILLAIS—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT CUBA

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, la question supplémentaire que je pose au secrétaire d'État aux Affaires extérieures a trait aux propositions que le président des États-Unis et le président du Mexique discutent depuis deux jours.

Bien qu'il n'y ait pas participé lui-même, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si d'autres ministres ou des cadres supérieurs de son ministère ont eu des entretiens à ce sujet avec M. Tom Enders, l'ancien ambassadeur des États-Unis au Canada? Pourrait-il nous dire également si ces entretiens ont porté notamment sur l'éventualité d'un programme d'aide destinée à Cuba?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pour autant que je sache, madame le Président, nous n'avons eu aucun entretien de ce genre à quelque niveau que ce soit avec le gouvernement des États-Unis ou avec l'un de ses représentants. J'ajouterai que nous avons entièrement supprimé notre programme d'aide à Cuba il y a un certain nombre d'années, que nous avons également mis un terme plus récemment à l'aide indirecte que nous accordions à ce pays par l'entremise d'organisations non-gouvernementales, et que nous n'avons nullement l'intention de les rétablir.